

.....

Après les mesures de Gaulle-Pinay:

faisons le point.

Quand nous lisons la presse de gauche ou d'extrême-gauche, quelles impressions retirons-nous, au lendemain de l'opération Pinay-de Gaulle?

- les salariés vont faire les frais de la nouvelle politique économique du gouvernement;
- la crise actuelle a une seule et unique cause à laquelle on n'a pas touché: la guerre d'Algérie;
- les mesures prises n'ont en elles-même rien de nouveau: elles sont seulement plus brutales et plus radicales que celles qu'avaient décidées Gaillard.

Sur le premier point, pas de doute. Encore faut-il préciser que les salariés font toujours les frais des grandes réformes économiques et financières, quels que soient les partis au pouvoir, à moins qu'ils ne pèsent directement, par leur action, sur les décisions gouvernementales. Ce qui est pour nous évident, ne le transformons pas en simple slogan: essayons plutôt de comprendre quelles sont les conditions bien particulières dans lesquelles se trouvent maintenant placées les différentes couches de travailleurs et plus généralement, le capitalisme.

Sur le second point, il y a davantage lieu de s'interroger. Notre hostilité absolue à la guerre coloniale ne doit pas

(°) En suppléments à nos "Bulletins" qui paraissent sans périodicité régulière mais néanmoins à intervalles assez rapprochés, et à nos "Compte-rendus d'activité" hebdomadaires, nous publions désormais, sous forme de Cahiers, des études plus longues et plus approfondies, soit sur un sujet d'actualité (par exemple le présent document), soit sur des problèmes généraux intéressant le mouvement ouvrier (bureaucraties, rapports de production, etc), comme nous avons l'intention de le faire au cours des mois à venir.

aveugler au point de faire croire que si la situation économique se détériore, le poids des dépenses militaires en est l'unique raison. L'Angleterre, la Belgique, les États-Unis n'ont pas échappé à la récession; ils n'ont pas d'Algérie sur les bras. Cela ne les a pas empêchés de dévaler la pente après une phase d'expansion et de connaître un chômage massif. Pourquoi? Ne cachons pas cette question, comme ceux qui ont intérêt à le faire, parce qu'ils ne veulent pas que la critique du régime remonte au delà d'un facteur particulier.

Quant au troisième point, il paraît réglé à la hâte. La politique économique gaulliste n'offre-t-elle rien de nouveau? Dès le premier regard, il apparaît que les mesures actuelles n'auraient pu être décidées par aucun des gouvernements qui se sont succédé depuis la Libération.

Alors? Le premier souci n'est-il donc pas de comprendre en quoi consiste la nouveauté? De manière à prévoir, ou essayer de prévoir ce qu'il peut advenir de neuf aussi dans la lutte de classe?

I. Une nouvelle politique économique

Commençons par ce dernier point. Apparemment, il est vrai, les mesures prises sont tirées d'un ancien manuel d'économie politique. Dévaluation, libération des échanges, convertibilité du franc, suppression des subventions, équilibre du budget "ordinaire" par le recours à l'impôt, freinage de la consommation intérieure pour enrayer "l'inflation": autant d'opérations qui servent un objectif commun: restaurer une monnaie "saine". Voici l'idée simple à laquelle s'accrochent les experts qui ont fabriqué le plan actuel, comme s'y sont accrochés avant eux des générations d'experts aussi distingués: la monnaie commande le reste.

C'est l'idée que Rueff, l'auteur du rapport des experts avait déjà fait appliquer du temps de Poincaré. Rien donc que de classique. Par la dévaluation, il s'agit d'obtenir que les prix des produits français, en termes de monnaies étrangères, puissent rivaliser avec ceux des autres grands pays industriels, notamment de l'Allemagne. Notre monnaie étant cotée jusqu'à maintenant à un taux artificiel qui dépassait d'au moins 10% sa valeur réelle, nos exportations s'en trouvaient freinées: la dévaluation doit permettre de les relancer.

Simultanément la libération des échanges à 90% (qui dans la réalité signifie une liberté d'importation pour environ 60% de notre commerce privé) ouvre une large partie du marché intérieur aux produits étrangers et oblige donc les entreprises à s'en tenir à des prix compétitifs.

D'autre part la convertibilité, en donnant la possi-

bilité à tous ceux qui ont des capitaux en France (sans y résider) de les transférer hors de la zone franc, si bon leur semble, inspire la confiance et est censée attirer de nouveaux investissements étrangers.

Enfin, l'augmentation des impôts, la hausse des prix, le quasi blocage des salaires, provoquent un abaissement de la consommation et donc, en principe, un transfert d'une partie du produit national vers les investissements.

Bref un triple objectif: faire que nos prix se rapprochent des prix qui ont cours sur le marché mondial (°); faire que sur le marché intérieur ils soient effectivement calculés en fonction des coûts de production (diminution des subventions) et stabilisés (grâce au ralentissement de la demande et à la concurrence des produits étrangers); susciter un afflux de capitaux en provenance de l'épargne et de l'étranger, assurer une plus grande stabilité de la monnaie.

Cette politique a un nom: c'est le libéralisme. Il vaut mieux dire qu'elle s'oriente vers le libéralisme; car, demeurent, bien sûr, toute une série d'artifices qui freinent ce libéralisme (droits de douane, limitation des importations pour certains secteurs - par exemple l'automobile - etc..). Mais qualifier cette politique de libérale ne veut pas dire pour autant qu'elle signifie un retour en arrière pur et simple. Il faut voir, en même temps, qu'une tentative de libéralisme en France, en 1959, ne peut être faite qu'autoritairement, qu'au prix d'une intervention brutale de l'Etat dans la vie économique, que parce qu'un exécutif fort, s'appuyant sur une technocratie - pour une part liée à certains secteurs du capitalisme le plus avancé et pour une part à une bureaucratie d'Etat - est en mesure de combattre les intérêts d'un certain nombre de couches sociales qui avaient été jusqu'à présent ménagées. De ce point de vue là, il ne s'agit plus du tout de libéralisme: le libre jeu des intérêts se trouve au contraire brutalement interrompu: les pressions des divers groupes d'intérêts qui s'exerçaient sur le gouvernement et paralysaient toutes ses initiatives sont obligées de se relâcher, tandis que s'affirme beaucoup plus nettement que par le passé le point de vue de certains secteurs économiques dominants.

Expliquons-nous. La société capitaliste française offre une variété de structures, de modes d'exploitation et de groupes d'intérêts beaucoup plus grande qu'aucun pays

(°) D'après les indications données par le ministère de l'Agriculture, le blé tendre, pendant la campagne 1957-58, avait en France un prix de revient moyen de 3 875 fr le quintal, soit près du double du prix de vente du blé sur les marchés internationaux (1 970 fr).

industriel avancé. A coté de certains secteurs où la modernisation, la rationalisation ont été poussées très loin - et dont les méthodes de production sont analogues à celles des grandes entreprises américaines, allemandes ou anglaises - subsistant dans l'agriculture, l'industrie et le commerce à une échelle sans commune mesure avec la situation de nos voisins, des secteurs considérablement attardés(1)

Ce qui se passe sur le plan agricole est sans doute le plus spectaculaire. La multiplicité des petites et moyennes exploitations agricoles s'accompagne de méthodes de production de moins en moins rentables. La structure archaïque du circuit de distribution (2) des produits de la terre, adapté à cet état de fait, le préserve. Les gros exploitants s'abritent derrière les petits pour maintenir leurs prix à des niveaux qui sont très supérieurs aux prix mondiaux. Ils préfèrent écouler leurs produits sur le marché national avec des profits considérables que de chercher des débouchés extérieurs. Bien mieux, l'excédent de la production (quand il n'est pas dénaturé: distillation du blé et de la betterave) n'est vendu au cours mondial, que grâce au soutien de l'Etat qui paye la différence. Et le salarié des villes est la principale victime de cette situation, puisqu'il paye ses denrées alimentaires beaucoup plus cher que dans les autres pays.

Or, jusqu'à maintenant, non seulement les gouvernements n'ont rien fait pour réformer cette situation mais ils n'ont cessé de céder devant les revendications de groupes puissamment organisés, tel la Fédération Nationale des Exploitants agricoles, les lobbies de betteraviers, de laitiers, etc. Le système d'indexation des prix agricoles institué en 1957 conférait une véritable échelle mobile aux producteurs pour les céréales, la viande, la betterave, les oeufs et le lait. Il a permis une hausse officielle des prix de 13% depuis cette époque sur ces produits. Les subventions pour l'achat de tracteurs, les mesures de détaxation de l'essence agricole protégeaient en outre la petite exploitation non rentable, en lui permettant d'acquérir un outillage moderne, même quand celui-ci n'était pas rentable à l'échelle de l'entreprise.

Bien sûr, la politique gaulliste reste considérable-

(1) En France, l'agriculture occupe environ 33% de la population active (5,2 millions de personnes sur une population active totale de 18,8 millions environ), en Allemagne 18%, aux Pays-Bas 14% et en Belgique 11%.

(2) Parmi les grands pays, la France entretient le nombre le plus élevé de commerçants relativement à sa population: alors qu'en France, il y a un magasin pour 62 habitants, il y a 1 magasin pour 102 habitants en Allemagne, 1 pour 91 aux Etats-Unis et 1 pour 89 en Grande-Bretagne..

ment en deçà des réformes nécessaires. Mais pour la première fois, elle met en difficulté l'agriculture. En supprimant le système d'indexation, en abolissant ou en réduisant les subventions, en trouvant le moyen de faire payer plus d'impôts par le cultivateur, elle fait pour la première fois peser une menace sérieuse sur les petites exploitations. Injustice sociale, bien sûr, et qui ne nous surprend pas. Mais qui révèle la tendance de l'Etat à bouleverser la vieille structure, et à favoriser l'évolution de la société vers un capitalisme moderne à la mesure du capitalisme allemand ou anglais.

Il est clair que si un gouvernement de la 4^e République avait seulement ébauché ces mesures, il aurait été aussitôt renversé. Si de Gaulle et ses experts peuvent les prendre, c'est qu'un nouveau rapport de forces s'est établi au moins momentanément : la technocratie d'Etat a acquis une relative autonomie, elle prend ses décisions en dépit de l'opposition, hier encore toute puissante, de certains syndicats d'intérêts.

Même constatation relativement à l'industrie. Car dans ce secteur, on retrouve la même inégalité de développement; aux côtés des grandes unités de production modernes, la prolifération de petites et moyennes entreprises aux méthodes de production retardataires; et la même tendance des "grands" qui ont les coûts de revient les plus bas à aligner leurs prix sur ceux des plus petits qui ont les coûts les plus hauts; le même processus de préservation des secteurs arriérés à l'abri des puissants; le même pouvoir des groupes d'intérêts (FGPME, UDCA...) qui interviennent constamment pour paralyser toutes les décisions de l'Etat susceptibles de remettre en cause la structure existante.

Or, de la même manière aussi, les mesures gaullistes constituent une première tentative dirigée contre la petite moyenne ou petite entreprise, et plus généralement contre les conditions d'existence des classes moyennes. Tentative timide, sans doute, si l'on songe seulement aux nouvelles dispositions de l'impôt, bien que déjà à ce niveau, certaines mesures fiscales (comme l'obligation faite aux grossistes d'inscrire leurs ventes par clients), surtout le nouveau calcul en fonction des signes de richesse (qui est indifférent à Boussac) risque de gêner sensiblement un certain nombre de professions moyennes à revenus variables. Mais tentative assez brutale si l'on imagine les effets que peuvent avoir conjointement la dévaluation, la libération des échanges et le premier abaissement des droits de douane provoqué par le marché commun (I) et d'autre part le recul de la demande intérieure sur toutes les entreprises margi-

(I) Voir le Bulletin "Information et Liaisons ouvrières" N°6

nales ou insuffisamment équipées qui ne peuvent ni exporter, ni affronter sur le marché intérieur la concurrence que va développer la récession (I).

(I) Prenons le cas de deux sociétés qui fabriquent des appareils électro-ménagers: General Motors, par exemple, et Mors. Regardons les charges nouvelles qui vont peser sur les coûts de fabrication à la suite des dernières mesures décidées et voyons ce qui va se passer pour chacune de ces entreprises.

Supposons que les salaires ne bougent pas, sauf les bas salaires indexés sur le SMIG qui vont être augmentés en février de 4%. Comme ces bas salaires ne représentent au maximum que 5% au maximum de la charge salariale totale de l'entreprise, l'incidence sera très faible et de l'ordre de 0,2% de la masse des salaires. Plus important est le relèvement du taux de cotisation patronale de 16% (ancien taux) à 18,50 % pour la sécurité sociale, avec augmentation parallèle de la masse imposable par suite du relèvement du plafond de 50 000 à 55 000 fr. Ce double relèvement n'est pas compensé par la baisse de 16 à 12% de la cotisation pour les allocations familiales car la suppression du plafond de cette dernière cotisation fait que l'Etat reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre. Au total on estime que pour une entreprise qui compte une assez forte proportion de hauts salaires, il en résultera une augmentation de 3% des charges salariales.

Enfin, toujours en matière de salaires, les cotisations patronales pour le Fonds de salaires garantis représente 0,80% des salaires versés. Au total, les frais de main-d'oeuvre des entreprises en cause seront majorés d'environ 4%. Si l'on considérait les seuls salaires versés par ces entreprises, la surcharge sur les coûts ne seraient que de 1% environ des coûts de production. Mais il faut tenir compte également des charges qui vont peser sur les salaires des fournisseurs de ces entreprises. En admettant que ces dernières ne répercutent sur leurs clients que la moitié de cette charge nouvelle, on peut s'attendre, au niveau du fabricant final, à une surcharge de 2% environ des coûts de production du seul fait des mesures gouvernementales sur les salaires.

Mais il y a d'autres raisons de hausse .

Par suite de la dévaluation, les prix des produits importés vont augmenter de près de 20%. Compte-tenu du fait qu'un produit français contient en moyenne 7% de produits importés (coke, cuivre, étain, caoutchouc, etc), les coûts de production d'un produit manufacturé seront majorés d'environ 1%.

Si l'on tient compte de la même façon de la majoration des frais de transport, du coût de l'énergie, des frais généraux et de la majoration de l'impôt appelé Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), on arrive à la conclusion que les coûts de production vont sans doute être majorés de 5 à 6%.

Dans une autre situation que la situation actuelle, les deux..

(VOIR LA SUITE DE LA NOTE PAGE SUIVANTE)

La politique financière gaulliste a un sens: elle favorise ouvertement les secteurs les plus avancés dont les coûts de revient sont voisins de ceux des grandes entreprises étrangères, dont elle stimule la tendance à la rationalisation; elle vise la liquidation de nombreuses entreprises qui ne sont rentables qu'à la condition que le marché français soit artificiellement préservé des effets du marché mondial, bref qu'à la condition que la collectivité paie de sa poche leur déficit.

Desserer les filets du protectionisme, comme la bureaucratie gaulliste tente de le faire, pour la première fois sérieusement, cela n'a qu'un sens en France: renverser une tendance presque aussi vieille que notre capitalisme: c'est s'avancer dans la voie d'un bouleversement des structures traditionnelles.

(SUITE DE LA NOTE DE LA PAGE PRECEDENTE),

fabricants auraient majorés leurs prix dans la même proportion ou auraient développé les ventes en améliorant la productivité ce qui aurait diminué les coûts dans une proportion du même ordre. La marge de bénéfice aurait pu rester la même ou augmenter.

Mais en période de récession, il est très difficile d'augmenter les prix ou d'augmenter la production. C'est donc les bénéficiaires qui risquent de faire momentanément les frais de l'affaire. Toutefois, la situation ne se présente pas de la même façon pour la G.M. qui a actuellement une marge de l'ordre de 20% et des réserves financières considérables (soutien de la plus grande société industrielle du monde capitaliste) et pour Hers, dont la marge semble s'être réduite ces derniers temps à peut-être 5% et qui manque d'appui financier.

Pour la première de ces firmes, les mesures en question ne provoqueront qu'un malaise passager, pour la seconde au contraire, le coup risque d'être mortel. C'est ainsi que les entreprises dites "marginales" risquent d'être éliminées, c'est ainsi que la "concentration" des entreprises augmentent.

Naturellement le raisonnement ci-dessus est encore plus valable quand il s'agit d'une petite entreprise de quelques ouvriers qui a pu "tenir" ou même prospérer pendant la période d'expansion, quand les grandes firmes pour lesquelles elles travaillaient commandaient un peu partout sans trop se soucier des prix, mais qui est condamnée dès que les commandes intérieures cessent, car elle ne peut ni se tourner vers l'exportation, ni se "reconvertir" faute de capitaux suffisants.

II. Pourquoi cette politique? La signification de la guerre d'Algérie

Que ce soit le gouvernement de Gaulle qui ébauche ce nouveau cours du capitalisme français n'est pas fait pour nous étonner. Il était, répétons-le, impossible qu'aucun des gouvernements précédents s'engage aussi ouvertement dans une telle voie. Pourtant les difficultés qu'affrontait la bourgeoisie française n'étaient pas moindre dans le passé récent. Seulement elle n'avait pas les moyens de les résoudre ni d'en esquisser la solution. Pourquoi?

Nous avons tous entendu dire: il aurait suffi qu'un gouvernement ait l'audace de mettre fin à la guerre d'Algérie pour que soit évitée la crise actuelle. Ce raisonnement est superficiel. Il laisse entendre que la guerre d'Algérie a été un accident, ou disons mieux une maladie accidentelle, survenue soudain dans l'organisme sain et qui n'a effectué des ravages que parce qu'on n'a pas su la soigner quand il était temps. Or cette image ne répond pas à la réalité.

En premier lieu, si l'on se place d'un point de vue strictement économique, il n'est déjà pas du tout certain que la guerre d'Algérie ait effectué des ravages aussi importants qu'on le prétend souvent. Il est vrai qu'elle coûte cher, des centaines de milliards qui, à première vue sont une perte sèche, des centaines de milliards qui, s'ils étaient investis ailleurs seraient productifs. Mais rien ne dit que s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie, le gouvernement capitaliste aurait été capable de trouver ce qu'il a été contraint de trouver, sous la pression de la guerre, pour faire de "bons investissements". Par exemple, l'accroissement continu des impôts et des taxes n'a eut lieu que parce que les partis politiques et les divers syndicats d'intérêt ne pouvaient pas les refuser sous peine de se faire dénoncer comme anti-nationaux par leurs concurrents.

En second lieu, et c'est le plus important, la guerre a eu aussi un aspect positif pour le capitalisme. Elle a secrètement servi l'expansion, assurant des débouchés à certaines industries (le textile notamment) qui auraient sans cela connu des difficultés plus tôt, et surtout contribuant à réaliser le plein emploi: 250 000 soldats du contingent en Algérie, cela a signifié en France une absence presque totale de chômage, à une époque où les pays voisins s'avéraient incapables de l'éviter.

Mais l'essentiel n'est même pas là. Accordons que la guerre d'Algérie ait représenté une charge importante pour le capitalisme. L'artifice est de faire croire qu'il dépendait d'un gouvernement quelconque de l'arrêter. En fait, celle-ci n'était pas un accident auquel on pouvait parer pour peu qu'on sût s'y prendre, elle était elle-même la conséquence d'un mal plus profond, d'un mal qui

ronge depuis longtemps les structures de notre société. Pour le dire en d'autres termes, la manière dont la bourgeoisie française a mené la guerre d'Algérie, la manière dont elle s'est laissée empêtrer dans cette guerre est à l'image de ce qu'elle est, c'est à dire de ses contradictions.

Pour que le problème algérien ait pu être résolu, il aurait fallu que l'Etat ait été en mesure de faire prévaloir le point de vue de l'intérêt général de la bourgeoisie, qu'il ait pu s'appuyer sur certains secteurs dynamiques de la société et imposer une solution à l'encontre des intérêts des colons. Or, dans la réalité, ces secteurs se trouvent intégrés - nous l'avons déjà dit - dans l'ensemble où continuent de prédominer par leur nombre, par leurs variétés, des couches retardataires, cramponnées à leur mode de vie traditionnelle, hostiles à toute politique de mouvement et arrêtées aux formes les plus mesquines et les plus bornées du nationalisme.

Quand on dit donc : la guerre d'Algérie est la cause de la crise actuelle, on oublie que cette guerre est elle-même, à certains égards, un effet d'une crise sociale qui est celle du capitalisme français.

Il n'en est pas moins vrai que le problème algérien a considérablement aggravé cette crise et qu'il l'a portée jusqu'à un point où un bouleversement était inévitable. C'est en ce sens et en ce sens seulement qu'on peut juger son influence décisive sur la situation actuelle. Elle a, par un choc en retour, engendré un premier bouleversement des institutions et des structures. D'une manière assez paradoxale, en accélérant les difficultés de la bourgeoisie française, elle lui a fourni une occasion inespérée de redressement.

Le pouvoir fort issu du 13 mai, né sous la pression de l'armée, des colons d'Algérie et des couches réactionnaires en France répond par bien des aspects aux aspirations de ces dernières. Mais en même temps, il se trouve être, pour la première fois l'organe adéquat pour appliquer la politique du grand capitalisme. Les partis traditionnels soudain privés de toute puissance réelle, les groupes de pression coupés en partie de leurs sources d'information et des agents grâce auxquels ils intervenaient constamment sur la politique économique : c'est une petite révolution bourgeoise qui s'opère. L'Etat, dont le pouvoir exorbitant repose sur un nouvel équilibre de forces, sur une guerre civile contenue - le 13 mai - en dernier ressort sur la guerre d'Algérie elle même, se trouve en mesure d'imposer brutalement le point de vue "historique" de la bourgeoisie, c'est à dire celui de la grande banque et de la grande industrie.

Voilà finalement le résultat le plus certain de la

guerre d'Algérie en France: une technocratie devenue arrogante, qui ne serait rien si les parachutistes de Massu n'avaient pas fait tournoyer leurs mitraillettes au dessus du Parlement un certain 13 mai. C'est cette technocratie qui dicte ses ordres à une petite bourgeoisie devenue stupide, qui ne veut pas croire encore à son malheur, et cherche vainement un regard de réconfort sur le visage de son général sauveur. Mais le visage reste impassible. Les amitiés du Général sont distinguées. Elles vont à Pétiney, à Lazare, à Rothschild, elles ne vont pas à la boutique. Quant au parachutiste, pour l'instant il est occupé à saluer le drapeau qui grâce à lui est remonté en haut du mat.

De Gaulle et la lutte de classes

Face à ses propres difficultés, le capitalisme français tente donc pour la première fois depuis longtemps d'apporter une réponse d'ensemble à sa crise. Réponse timide si on la compare à celle que donnait l'Angleterre au lendemain de la guerre : non seulement on ne se préoccupe pas de sacrifier dans l'empire colonial ce qui ne peut être conservé, mais on s'installe dans la guerre d'Algérie, non seulement on ne réduit pas les dépenses militaires mais on les augmente; quant à "l'austérité" nécessaire, on se garde bien d'y atteindre par une véritable réforme fiscale qui frapperait de front les revenus les plus élevés. Mais cette réponse, "à la française", c'est à dire en souplesse a toutefois une cohérence certaine.

La dévaluation est assez ample pour mettre les produits français en bonne posture sur les marchés étrangers; la hausse des prix qu'elle déclenche et la réduction de la consommation (due à la fois à la petite récession en cours et à l'augmentation des impôts) doivent permettre de corriger les effets d'une libération importante des échanges : l'importation des produits étrangers doit être naturellement freinée. D'autre part, la baisse de la consommation ne doit pas être trop forte de manière que le ralentissement de l'activité économique n'aille pas jusqu'à entraver l'essor des grandes entreprises et les empêcher d'exporter. D'où un programme d'investissements important. Enfin, les catégories les plus défavorisées doivent bénéficier, par l'augmentation du SMIG, de quelques miettes qui leur permettront de rester dans la course, ou de la suivre de loin...

Mais comme on le voit, il suffit que dans un secteur le résultat escompté ne soit pas atteint ou que l'un des freins ne joue pas pour que l'ensemble se détraque. Si la hausse des prix est trop forte, le bénéfice de la dévaluation est perdu, les produits français sont de nouveau trop chers sur les marchés étrangers; si la baisse de la consommation intérieure est trop sensible, l'activité économique risque de s'en trouver ralentie au point que l'exportation s'effondre;

si les salaires montent, c'est l'impossibilité de financer aux dépens des salariés le programme d'austérité ou l'obligation de recourir de nouveau par l'inflation à la hausse des prix. Dans tous les cas, le capitalisme français rate sa rentrée sur le marché international, sa monnaie perd sa valeur, sa balance des paiements extérieurs est rompue, sa dette en dollars et en marks augmente sans qu'il ait de quoi la régler par ses exportations. L'objectif est manqué.

Cette façon de décrire le processus en cours ne doit pas nous tromper. Toute la presse emploie ce langage et pèse les chances et les risques de l'opération comme s'il s'agissait du lancement d'une fusée interplanétaire : le mécanisme de la dévaluation a-t-il été bien calculé, le degré d'amplitude de la hausse des prix est-il convenablement prévu, l'injection d'investissement est-elle suffisante ? Tout se passe comme si la réussite ou l'échec dépendait de la connaissance technique d'experts. En réalité, le mécanisme se comportera comme se comportera la société elle-même. En d'autres termes, ce n'est pas la technique de l'opération qui va déterminer la situation économique future, c'est, comme toujours, la lutte de classe. En d'autres termes encore, le succès du programme gaulliste est fondé sur la bonne volonté, la discipline ou l'inertie des diverses couches sociales intéressées. Mais les petits industriels, les commerçants, les paysans seront-ils disciplinés ? Les salariés resteront-ils passifs ? C'est là la vraie question, dont personne n'a d'ailleurs la réponse aujourd'hui, mais que nous avons à poser et que nous aurons à reposer au fur et à mesure que des éléments nouveaux interviendront.

A notre avis deux facteurs agissent en sens contraire. D'une part, chaque classe de la société tend à défendre âprement ses intérêts aussitôt qu'elle les sent menacés, or ils sont beaucoup plus sérieusement menacés qu'ils ne l'ont été depuis la Libération. Les conditions qui ont provoqué les grandes grèves de 53, de 55 ou de 57 se trouvent aujourd'hui considérablement aggravées et les travailleurs s'apercevront dans les mois qui viennent qu'il n'y a pas d'autre moyen de défendre leur niveau de vie que de se battre. D'autre part, les difficultés qu'affrontaient la paysannerie et le petit commerce et qui ont été à l'origine du poujadisme sont multipliées; les grèves du lait et de la viande, les barrages sur les routes, le sabotage de l'impôt peuvent rebondir avec une vigueur accrue. Mais d'un autre côté, la situation politique issue du 13 mai, donne à de Gaulle une force réelle dont n'a disposé avant lui aucun gouvernement. Par force, nous n'entendons pas seulement les moyens matériels de la répression, bien que la réforme de la justice et la réforme de l'armée montrent que l'Etat a l'intention de se défendre contre tous les mouvements qui mettraient sa politique en difficulté. Nous entendons que de Gaulle est venu au pouvoir dans une situation où s'effondraient le pouvoir et l'autorité de tous les partis politi-

ques traditionnels. Sans doute, les effets de cette situation sont très différents selon les diverses couches sociales. Dans les classes moyennes et la paysannerie, tous les espoirs se sont reportés sur le gaullisme : ce qui a été attesté par l'immense succès de l'UNR. Pour ces couches, le nouveau régime apparaissait comme leur régime. Parmi les salariés, en revanche, les réactions étaient diverses : pour un certain nombre, de Gaulle avait le mérite de représenter un changement, qui ne pouvait être que progressif par rapport au régime précédent; il bénéficiait donc d'un préjugé favorable; pour les autres, c'était surtout l'expérience du vide laissé par les grandes organisations ouvrières qui était faite, c'était la découverte qu'il n'y avait aucune force susceptible de s'opposer au gaullisme, c'était le sentiment que les travailleurs avaient perdu l'initiative dans la lutte sociale. Le résultat de cette situation c'est qu'il y a aujourd'hui dans tous les secteurs de la société la conscience vague qu'une lutte d'envergure ne peut être menée que sur de nouvelles bases, qu'en forgeant de nouvelles institutions et qu'en s'engageant dans des actions dont les conséquences peuvent bouleverser de fond en comble le régime.

Les réactions des diverses formations qui représentent les intérêts des paysans ou des commerçants sont à cet égard significatives. In certains nombre d'éléments prêchent dès maintenant la violence, mais ils se heurtent au désarroi de la majorité. C'est que toutes ces formations ont depuis longtemps fait de l'agitation pour l'instauration d'un pouvoir fort. Elles sont complètement déroutées par le fait que ce pouvoir fort applique la politique du grand capitalisme et se retourne cyniquement contre leurs intérêts. Aujourd'hui ces couches moyennes qui ont appelé de Gaulle sentent plus que jamais l'urgence d'une lutte pour préserver leur existence. Sentant la menace que fait peser sur leur sort le développement de la rationalisation et de la modernisation des entreprises, le progrès des coopératives de distribution, la concurrence des pays du marché commun, elles découvrent que le changement de régime accélère soudain cette menace mais en même temps, elles s'aperçoivent que les cadres qu'elles ont contribué à former pour se défendre se disloquent déjà. L'UNR qui a recueilli les voix de tous les poujadistes de la veille et qui a triomphé comme le parti de la petite bourgeoisie éprise d'autorité, se voit déjà entraînée malgré elle dans le sillage de la politique du grand capital et à mille lieux de toutes les promesses faites pendant la campagne électorale aux paysans et aux commerçants.

Il n'est pas du tout possible, répétons-le, de savoir si le gouvernement se heurtera à une résistance active de ce côté (au reste, une résistance passive de la paysannerie peut déjà le gêner considérablement), mais on peut du moins prévoir que si un fort mouvement de protestation se développait, il se situerait sans doute, en dehors du gaullisme. La mystique de Gaulle a déjà fait son temps. Si elle

devait être remplacé, ne doutons pas que la mystique nouvelle servirait cette fois un parti beaucoup plus violent et d'aspect beaucoup plus fasciste que toutes les formations parlementaires actuelles.

En ce qui concerne les réactions des salariés, l'avenir est, si l'on peut dire, plus ouvert encore. En définitive, c'est de leur conduite que dépendra le sort du plan gaulliste. Car cette conduite exercera elle-même une influence déterminante sur celle des couches moyennes. Si les salariés reprennent l'initiative dans la lutte de classe, ils freineront nécessairement la cristallisation de l'opposition petite bourgeoise. Or il y a de sérieuses raisons de penser que cette initiative peut être reprise. Non seulement la baisse du niveau de vie frappe durement les travailleurs, parce qu'elle vient s'ajouter à une baisse de plus en plus sensible depuis 1957; non seulement elle atteint un prolétariat qui s'est habitué, pendant les années d'expansion, à de nouveaux besoins qui font maintenant partie de son mode d'existence normal; mais la suppression d'avantages qui étaient considérés comme définitivement acquis (sécurité sociale) est ressentie comme une provocation. Les salariés réagissent rarement à la seule annonce de mesures qui les atteignent, ils ont besoins d'en éprouver les effets dans la réalité, de faire l'expérience bien concrète de l'offensive menée contre eux. Et c'est ce qui fait penser qu'un certain temps puisse encore s'écouler avant qu'on voit des mouvements importants se déclencher, mais il est certain que la démystification à l'égard du gaullisme est déjà en cours si elle n'est déjà achevée. On voit mal qui oserait faire de la propagande publique pour de Gaulle dans une entreprise. Ce qui se passe c'est déjà tout le contraire : ceux qui ont voté oui au référendum préfèrent ne pas s'en vanter quand ils ne vont pas jusqu'à prétendre qu'ils ont voté non.

La grande incertitude qui pèse sur les travailleurs quand ils envisagent de lancer un mouvement -ou simplement quand ils sentent qu'ils seront acculés à se battre- elle ne tient pas, elle ne tient plus en tout cas, à un doute sur la nature de la politique du gouvernement : elle concerne essentiellement les formes de leur lutte. Il est partout senti, plus ou moins confusément, que les syndicats ne peuvent ni impulser, ni diriger les grèves, qu'ils peuvent tout juste les torpiller au moment opportun. Le fait n'est pas nouveau; ni en 53, ni à St. Nazaire ni à Nantes, ni lors de la grève des banques, les ouvriers ou employés n'ont attendu les ordres des centrales pour se battre. Et l'on ne peut dire qu'au moment même où ils acceptaient de terminer une grève, ils le faisaient parce qu'ils avaient confiance dans les syndicats; ils s'apercevaient seulement qu'il était impossible d'aller plus loin. Mais ce qui est peut-être nouveau, c'est que depuis le 13 mai, le sentiment est de plus en plus répandu que les centrales sont inefficaces et que pourtant une lutte ample doit être organisée.

